

Dix milliards d'économies pour l'État : « En partie une opération de communication »

Le gouvernement a détaillé ce lundi 19 février cinq des dix milliards d'économies qu'il compte réaliser cette année. Sauf qu'il vient d'annoncer aussi de nouvelles dépenses. Pas sûr qu'il tienne ses objectifs.

 Ouest-France
Jacques SAYAGH.
Publié le 19/02/2024 à 19h11



Écouter cet article

02:11

François Ecalte, spécialiste des finances publiques. | DR ARCHIVES

Pourquoi le gouvernement lance-t-il un plan d'économies ?

La croissance est revue à la baisse. Elle ne sera plus de 1,4 % cette année mais de 1 %. Cela devrait entraîner une baisse des recettes fiscales de cinq à six milliards. L'État veut donc diminuer ses dépenses.

Le ministère a détaillé cinq milliards d'économies pour l'instant. Va-t-il vraiment parvenir aux dix milliards annoncés ?

Le plan comporte des coups de rabot importants sur MaPrimeRénov ou les politiques de l'emploi. Quant à savoir si on parviendra à dix milliards, il faudra attendre la fin de l'année. Pour l'heure, le gouvernement compte procéder par un décret d'annulation de crédits. Mais la loi limite cette possibilité à 1,5 % du total des dépenses de l'État (*445 milliards en 2024, NDLR*). Autrement dit, il ne pourra pas annuler immédiatement plus de six milliards de crédits.

D'où une loi de finances rectificative cet été ?

Tout à fait. D'autant que l'opposition à l'Assemblée va sans doute monter au créneau. Elle va souligner le fait que les conditions du budget ont changé, que le gouvernement révisé sa prévision de croissance et corrige le tir par un décret d'annulation. Elle va donc réclamer un vote du Parlement. Bruno Le Maire prend les devants en avançant l'idée d'une loi de finances rectificative, après les européennes.

Qu'en est-il des dépenses nouvelles ?

L'État a annoncé récemment trois milliards pour l'Ukraine, 400 millions pour les agriculteurs etc. À supposer qu'on baisse les dépenses de dix milliards par ailleurs, il n'est pas sûr qu'on ait dix milliards d'économies nettes à la fin de l'année. Bref, ces annonces sont, en partie, une opération de communication. Le gouvernement veut rassurer les agences de notation qui vont se prononcer en avril-mai sur la dette de la France.